



LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L.613-1, L.712-3,

Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 modifié fixant le cadre national des formations (Licence, Licence Professionnelle, Master),

Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de Master,

Vu l'arrêté du Ministre de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche accréditant l'Université de Montpellier en vue de la délivrance de diplômes nationaux,

Vu les statuts de l'Université de Montpellier,

Vu le procès-verbal de la séance du Conseil d'Administration en date du 07/01/2019 portant élection de Monsieur Philippe AUGÉ, en qualité de Président de l'Université de Montpellier,

Vu l'arrêté ministériel du 12 juin 2020, portant renouvellement de Madame Pascale SAURET dans l'emploi d'Administrateur de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, Directeur Général des Services Adjointe chargée la Formation et des Vies Étudiante et Institutionnelle de l'Université de Montpellier du 1er décembre 2020 au 30 novembre 2025,

Vu la décision n°2021-1116-UM en date du 9 novembre 2021 portant nomination de Monsieur Michel MONDAIN, Professeur des Universités – Praticien-Hospitalier, en qualité d'Administrateur provisoire de l'UFR de Médecine.

DÉCIDE

Article 1 : Pour l'année universitaire 2021-2022, le jury d'examen du Master 1 ère année Mention Santé Parcours Soins, Humanités, Société est constitué comme suit :

Président : Monsieur Laurent Visier, PU

Membres : Madame Geneviève Zoia, PU

Monsieur Gilles Moutot, MCF

Article 2 : Ces dispositions sont portées à la connaissance des étudiants par affichage.

Article 3 : La Directrice Générale des Services adjointe chargée de la Formation et des Vies Etudiante et Institutionnelle de l'Université de Montpellier et l'Administrateur provisoire de l'UFR de Médecine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Montpellier, le 17 novembre 2021

Le Président de l'Université de Montpellier


Philippe AUGÉ



VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Vous pouvez contester la présente décision, soit directement par la voie contentieuse, soit en formant au préalable, un recours administratif qui préserve le délai du recours contentieux.

Le recours contentieux doit être déposé dans les deux mois qui suivent la notification de la décision que vous contestez auprès du Tribunal Administratif de Montpellier. Le délai de deux mois est un **délai franc** qui court le lendemain de la date de notification et/ou de l'affichage (ex. le délai pour contester une décision notifiée le 4 janvier court à partir du 5 janvier pour s'achever le 5 mars).

Le recours administratif qui doit être formé dans les deux mois qui suivent la décision que vous contestez, peut prendre la forme **d'un recours gracieux** adressé à l'auteur de la décision contestée ou celle **d'un recours hiérarchique** auprès de l'autorité hiérarchique supérieure.

Saisie de votre recours administratif, l'administration peut :

- soit vous donner entièrement ou partiellement satisfaction, dans les **deux mois** qui suivent votre recours,

- soit rejeter votre demande, dans les deux mois qui suivent votre recours, **par une décision expresse** ou **par une décision implicite de rejet** en gardant le silence pendant plus de deux mois à votre réclamation.

Dans le cas d'une décision expresse ou implicite de rejet résultant de votre recours administratif, vous disposez de deux mois, délai franc, pour déposer un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier (articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative).



LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L.613-1, L.712-6,
Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 modifié fixant le cadre national des formations (Licence, Licence Professionnelle, Master),
Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de Master,
Vu l'arrêté du Ministre de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche accréditant l'Université de Montpellier en vue de la délivrance de diplômes nationaux,
Vu les statuts de l'Université de Montpellier,
Vu le procès-verbal de la séance du Conseil d'Administration en date du 07/01/2019 portant élection de Monsieur Philippe AUGÉ, en qualité de Président de l'Université de Montpellier,
Vu l'arrêté ministériel du 12 juin 2020, portant renouvellement de Madame Pascale SAURET dans l'emploi d'Administrateur de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, Directeur Général des Services Adjointe chargée la Formation et des Vies Étudiante et Institutionnelle de l'Université de Montpellier du 1er décembre 2020 au 30 novembre 2025,
Vu la décision n°2021-1116-UM en date du 9 novembre 2021 portant nomination de Monsieur Michel MONDAIN, Professeur des Universités – Praticien-Hospitalier, en qualité d'Administrateur provisoire de l'UFR de Médecine.

DÉCIDE

Article 1 : Pour l'année universitaire 2021-2022, le jury d'examen du Master 2 ème année Mention Santé Parcours Soins, Humanités, Société est constitué comme suit :

Président : Monsieur Laurent Visier, PU

Membres : Madame Geneviève Zoia, PU

Monsieur Gilles Moutot, MCF

Article 2 : Ces dispositions sont portées à la connaissance des étudiants par affichage.

Article 3 : La Directrice Générale des Services adjointe chargée de la Formation et des Vies Etudiante et Institutionnelle de l'Université de Montpellier et l'Administrateur provisoire de l'UFR de Médecine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Montpellier, le 17 novembre 2021

Le Président de l'Université de Montpellier


Philippe AUGÉ



VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Vous pouvez contester la présente décision, soit directement par la voie contentieuse, soit en formant au préalable, un recours administratif qui préserve le délai du recours contentieux.

Le recours contentieux doit être déposé dans les deux mois qui suivent la notification de la décision que vous contestez auprès du Tribunal Administratif de Montpellier. Le délai de deux mois est un **délai franc** qui court le lendemain de la date de notification et/ou de l'affichage (ex. le délai pour contester une décision notifiée le 4 janvier court à partir du 5 janvier pour s'achever le 5 mars).

Le recours administratif qui doit être formé dans les deux mois qui suivent la décision que vous contestez, peut prendre la forme **d'un recours gracieux** adressé à l'auteur de la décision contestée ou celle **d'un recours hiérarchique** auprès de l'autorité hiérarchique supérieure.

Saisie de votre recours administratif, l'administration peut :

- soit vous donner entièrement ou partiellement satisfaction, dans les **deux mois** qui suivent votre recours,
- soit rejeter votre demande, dans les deux mois qui suivent votre recours, **par une décision expresse** ou **par une décision implicite de rejet** en gardant le silence pendant plus de deux mois à votre réclamation.

Dans le cas d'une décision expresse ou implicite de rejet résultant de votre recours administratif, vous disposez de deux mois, délai franc, pour déposer un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier (articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative).